

Réseau-DESC

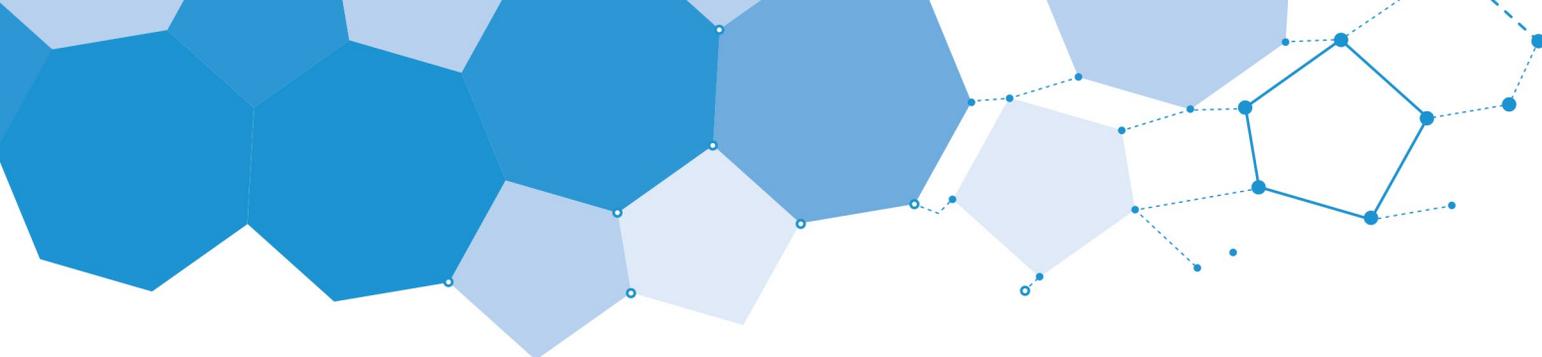
Réseau international pour
les droits économiques,
sociaux et culturels



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC



Nous restons fidèles à notre mission qui consiste à bâtir un mouvement mondial visant à faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes, face à l'aggravation des inégalités, la paupérisation et la dépossession dans un monde d'abondance, l'emprise des entreprises sur les institutions publiques, les changements climatiques et la répression croissante touchant les communautés dans toutes les régions. Pour faire face à ces conditions, le Réseau-DESC – un réseau de 280 mouvements sociaux, organisations et défenseur-e-s du monde entier – est déterminé à assurer la centralité des mouvements sociaux, en développant une analyse et une action communes guidées par les mouvements et les groupes de base issus des communautés touchées. Les droits humains découlent des revendications et de l'action collective des populations en faveur de la participation, du bien-être et de la dignité, et seront en définitive garantis grâce à celles-ci. Les membres ont également réaffirmé l'engagement à assurer un équilibre hommes-femmes et un équilibre régional du leadership pour commencer à remédier aux inégalités structurelles existant depuis longtemps et se sont fixé comme objectif commun de mettre en pratique une analyse intersectionnelle féministe, en élaborant des revendications inclusives face aux systèmes interdépendants d'oppression et d'exploitation.

En tant que membres qui ont participé et assuré la direction des actions collectives via le Réseau-DESC, nous sommes honorés d'avoir été élus par les autres membres à nos nouvelles fonctions au sein du Conseil d'administration. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à la direction du dernier conseil – collègues membres qui ont soutenu l'adoption de la Charte commune pour la lutte collective rédigée par des membres des mouvements sociaux et examinée par tous les groupes de travail, pour servir de base à l'analyse commune de l'ensemble du réseau. Le processus d'élaboration de la Charte commune sert de modèle pour approfondir l'analyse et l'action collective qui se basent sur la résistance et les alternatives des communautés touchées. Dans le cadre de cet effort, nos prédécesseurs ont assuré le leadership de la Réunion de stratégie globale des membres du Réseau-DESC, pendant laquelle nous avons collectivement élaboré les objectifs communs de l'ensemble du réseau, réaffirmé nos principes fondamentaux et envisagé de tirer le plus grand parti de la force collective des membres de 75 pays.

La force du Réseau-DESC réside dans sa capacité d'articuler et de coordonner l'action collective de divers membres par-delà les frontières. Il faut pour cela établir des relations et un dialogue au travers de toutes les régions, langues et histoires interconnectées, favorisant une véritable solidarité, l'apprentissage mutuel et le soutien concret entre membres. Ces relations de solidarité jettent les bases qui permettront d'approfondir une analyse systémique commune de l'évolution des perspectives et défis mondiaux. Partant des connaissances des mouvements sociaux et des groupes de base, cette analyse sert de fondement à l'action collective menée par les membres pour confronter les structures injustes et promouvoir des alternatives transformatrices. Si les membres sont au cœur du Réseau-DESC, les alliances et les partenariats plus larges sont essentiels pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes.

Pour faire avancer la lutte ensemble de toute urgence, Le conseil du Réseau-DESC



Fernanda Hopenhaym, Présidente
Project on Organizing, Development, Education and Research (Mexique)



Ryan Schrief, Trésorier
International Accountability Project (États-Unis)



Priyanthi Fernando, Secrétaire
International Women's Rights Action Watch Asia-Pacific (Malaisie)



Binota Moy Dhamai
Asia Indigenous Peoples Pact (Thaïlande)



Irene Escorihuela Blasco
Observatori DESC (Espagne)



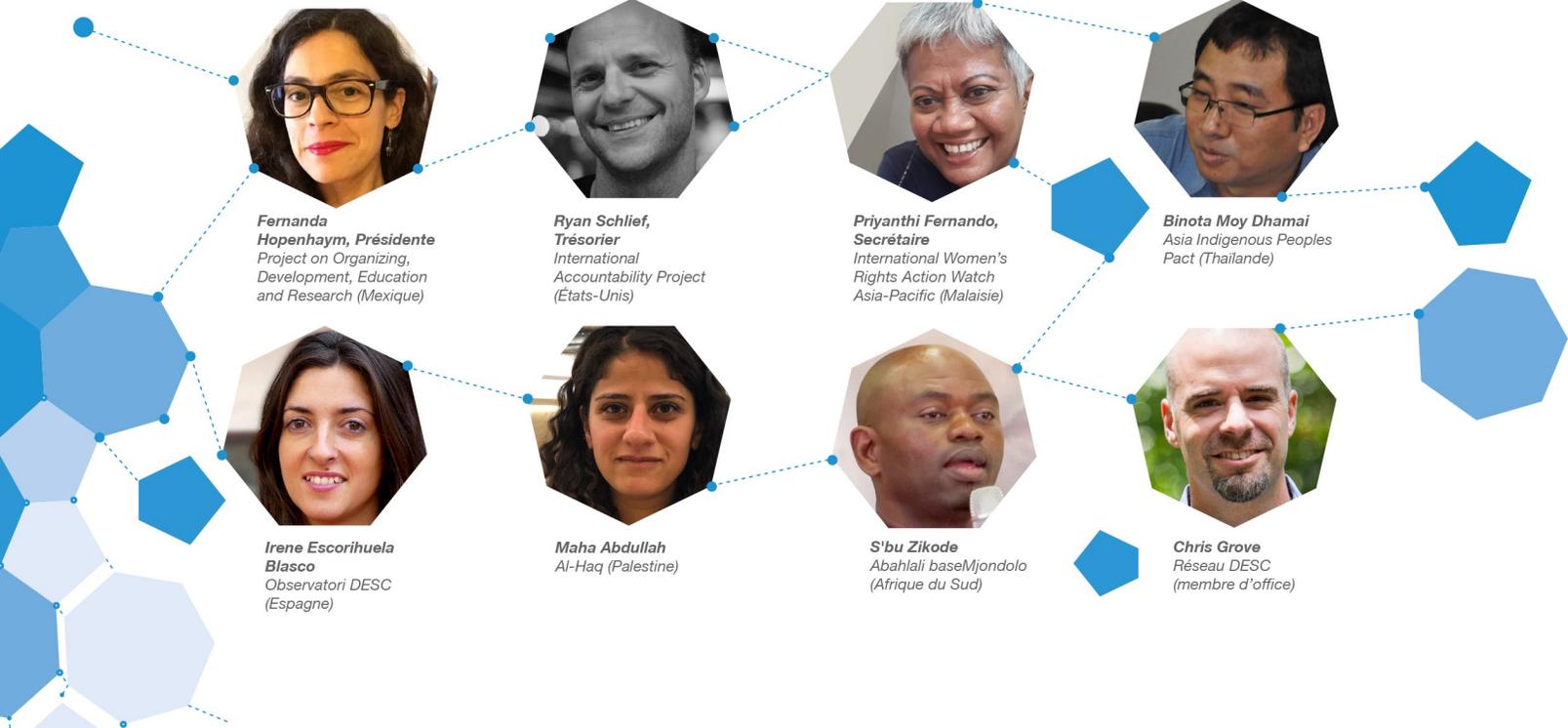
Maha Abdullah
Al-Haq (Palestine)

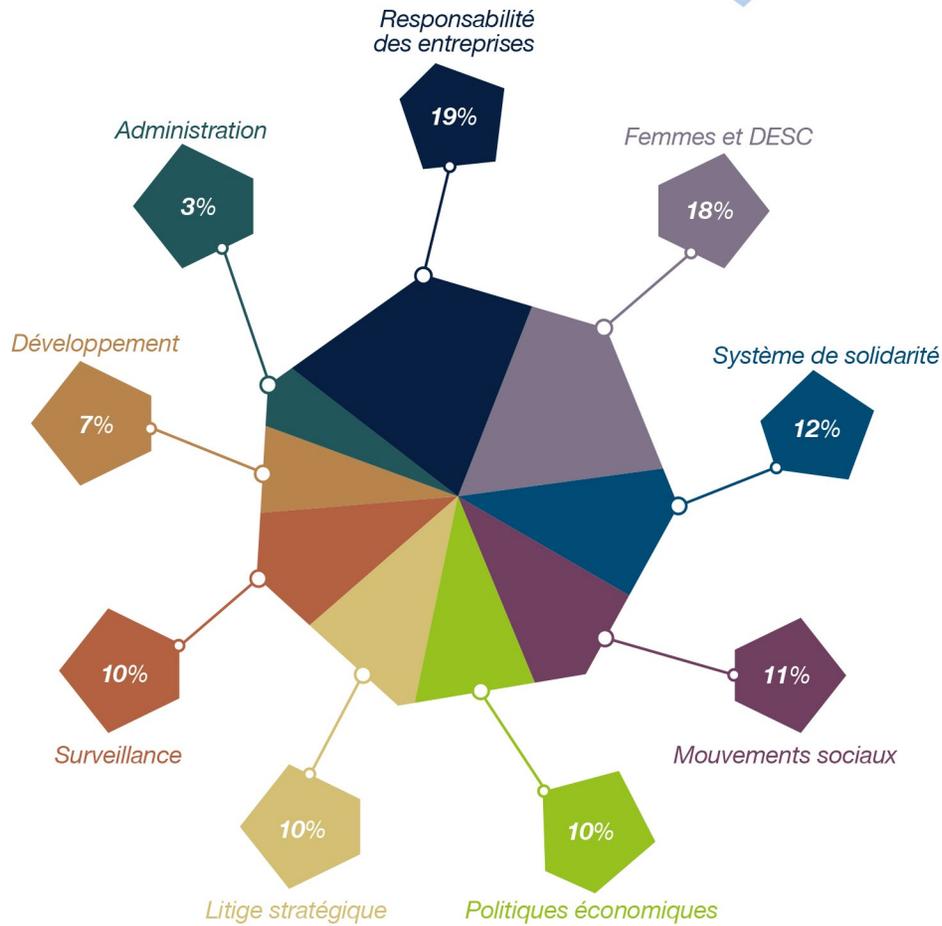
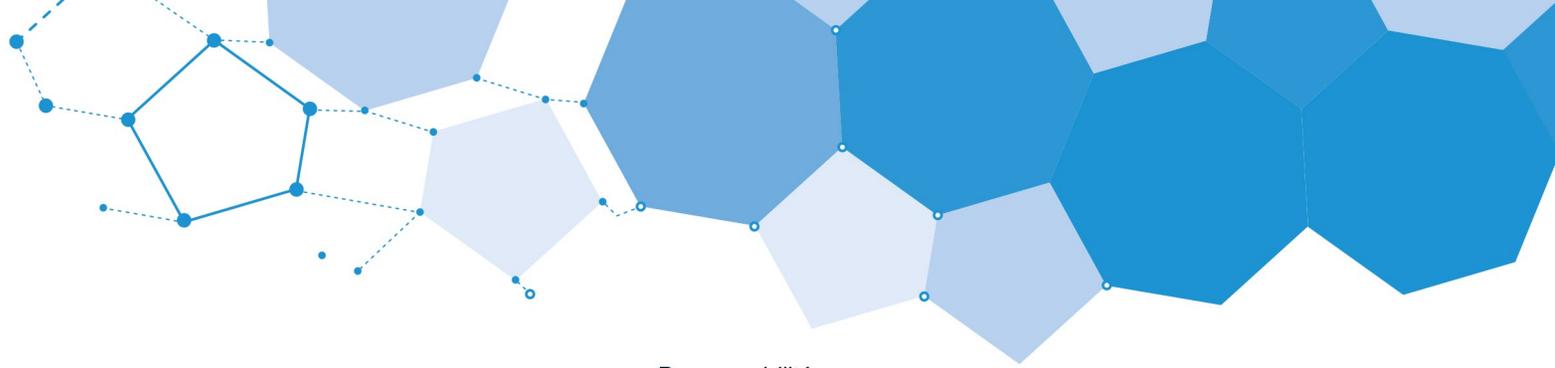


S'bu Zikode
Abahlali baseMjondolo (Afrique du Sud)



Chris Grove
Réseau DESC (membre d'office)





Total des revenus: \$4,417,496 / Total des dépenses: \$1,815,884

En mobilisant des actions de solidarité, en s'engageant dans un apprentissage mutuel, en approfondissant une analyse commune et des revendications communes et, finalement, en faisant progresser l'action collective, les membres de ESCR-Net ont réalisé des progrès décisifs vers une réalité des droits de l'homme et de la justice sociale pour tous. Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré un temps et des efforts incalculables au travail collectif en 2018, ainsi que ceux qui ont partagé des ressources financières qui ont renforcé le Réseau-DESC, notamment:



**SIGRID
RAUSING
TRUST**



**WALLACE
GLOBAL FUND**
For a sustainable future



• Principes fondamentaux et théorie du changement

« [Nous devons] cerner plus précisément les forces auxquelles nous faisons face, et l'histoire de ces forces, mais aussi sans exclure, et en intégrant profondément les connaissances et les idées de ceux et celles qui luttent, qui ressentent l'impact de ces systèmes tous les jours. » (Osama Diab, Egyptian Initiative for Personal Rights).



Le Réseau-DESC tire ses origines d'un petit groupe de mouvements sociaux, d'ONG et de défenseur-e-s des droits humains unis par une reconnaissance partagée du caractère de plus en plus mondial de plusieurs des injustices auxquelles ils étaient confrontés. Officiellement établi en 2003, le réseau est devenu un espace où des membres du monde entier pouvaient articuler leurs luttes de différentes régions pour faire face à ces défis souvent systémiques. Considérant que les droits humains, et leur réalisation, se fondent sur les expériences vécues et les luttes des peuples, les membres ont défini comme principes directeurs fondamentaux du Réseau-DESC l'équilibre hommes-femmes et régional, la centralité des mouvements sociaux et une approche intersectionnelle mettant l'accent sur une analyse sexospécifique. Au cours des quinze dernières années, ces principes fondamentaux ont été les piliers de notre modèle de travail piloté par les membres, inspirant quatre grandes stratégies essentielles à la théorie du changement du Réseau-DESC :

La solidarité, fondée sur la reconnaissance du fait que « ta lutte est ma lutte », se manifeste dans les mobilisations collectives réalisées à travers le Système de solidarité du Réseau-DESC pour défendre les membres qui font face à des menaces ou à des agressions, reprenant leurs revendications générales en matière de droits humains et facilitant le soutien stratégique entre membres.

« Pour pouvoir faire face aux systèmes d'oppression qui engendrent des inégalités partout dans le monde, et dans différentes populations, qu'il s'agisse des femmes, qu'il s'agisse des peuples autochtones, nous devons avoir une vision commune du système économique dominant qui profite de cette oppression. Et une fois que nous aurons cette vision commune, nous pourrons ensuite décider du type d'actions que nous devons prendre pour amener le changement. » (Sanam Amin, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development).

« Les données provenant de ceux qui nous menacent ne nous aideront pas. Si elles viennent du gouvernement ou des entreprises, elles viendront renforcer leur argumentation, présenter une réalité conforme à leurs intérêts. Nous venons d'envoyer un rapport parallèle et nous avons recueilli nos propres données pour étayer nos arguments. Seules ces données nous ont permis de défendre nos droits. » (Toribia Lero Quispe, Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas)



« [La] principale priorité, c'est d'utiliser ce processus d'élaboration du traité pour souligner les asymétries entre les communautés, les citoyens et citoyennes, les États et les entreprises, ainsi que pour renforcer collectivement la reconnaissance du fait que l'emprise, l'ingérence et les conflits d'intérêt des entreprises doivent être interdits, que l'ingérence des entreprises dans la conception et la mise en œuvre des lois et des politiques publiques doit être interdite. » (Alejandra Scampini, Project on Organizing, Development, Education and Research).

« Le problème auquel nous faisons face ici, un autre pays ou une autre communauté fait face au même problème. » (Massa S. Packer, Natural Resource Women's Platform).



« C'est donner aux gens les outils et les ressources qui leur permettent de soutenir eux-mêmes le changement. Je crois que c'est là la force de l'éducation populaire et de l'éducation politique. Cette appropriation aussi bien que cette force, mais aussi cette solidarité et ce respect mutuel pour chacun. » (Adam Barnes, Kairos – The Center for Religions, Rights, and Social Justice).



« Nous voulons que toutes les travailleuses domestiques soient reconnues comme travailleuses, bénéficiant de tous les avantages dont disposent d'autres travailleuses et travailleurs. Nous voulons que la non-reconnaissance change. Je suis féministe et je crois en l'égalité pour les femmes. Je crois dans le pouvoir de la solidarité. » (Ida LeBlanc, National Union of Domestic Workers).

L'apprentissage mutuel au moyen du partage interrégional d'expériences, de stratégies et d'enseignements est facilité par des échanges entre dirigeant-e-s de la base, notre base de données jurisprudentielle et nos webinaires multilingues. La solidarité et l'apprentissage mutuel favorisent le développement de rapports de confiance et la création de mouvements, lesquels sont à la base des deux autres éléments de notre théorie du changement.

Une analyse commune des conditions mondiales et des trajectoires historiques qui compromettent la réalisation des droits humains qui soit guidée par les communautés en résistance fait partie intégrante de la définition des enjeux, des stratégies et des revendications inclusives de changements systémiques, tel qu'énoncé dans notre Charte commune pour la lutte collective.

L'action collective – tirant parti de la force des divers membres issus de 75 pays pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous et toutes – suppose de plaider pour une réglementation et des recours utiles, de modifier les politiques économiques mondiales, d'intervenir dans des affaires judiciaires clés, de combattre l'emprise des entreprises et de mettre les visions des mouvements populaires au centre de tous les efforts collectifs.

« Ce n'est pas seulement pour partager les expériences, mais aussi pour voir comment les mouvements au niveau mondial peuvent s'articuler entre eux. » (Chanda Thapa, Asia Indigenous Peoples Pact).



Les membres du Réseau-DESC ont contribué à créer un précédent juridique important concernant le droit des personnes fournissant des soins bénévolement, en particulier les femmes, d'avoir accès à la sécurité sociale sans discrimination grâce à une intervention de tiers collective auprès du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (mars 2018, MCTC c. l'Équateur).

Un atelier de « Formation de formatrices » tenu avec des femmes endorois au lac Bogoria, au Kenya (mai 2018), est venu renforcer l'organisation communautaire visant à promouvoir la mise en œuvre de la décision de la Commission africaine demandant la restitution des terres de la communauté endorois, tout en privilégiant le nouveau leadership des femmes. Les participantes ont élaboré et adopté collectivement 14 résolutions destinées à faire promouvoir davantage l'égalité entre les sexes et le leadership des femmes, lesquelles ont été acceptées par les principaux dirigeants endorois qui ont promis d'en appuyer la mise en œuvre.

Élargissant son interprétation du droit à la vie, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a conclu que le Canada avait porté atteinte au droit à la vie et à la non-discrimination en refusant à une femme l'accès aux services de santé essentiels en raison de son statut migratoire irrégulier, entraînant des préjudices potentiellement mortels (juillet 2018, Toussaint c. le Canada). Cinq membres du Réseau DESC ont présenté une opinion d'experts collective dans cette affaire.

Après un échange stratégique à Nairobi, au Kenya (mai 2018), des dirigeantes de la base contribuant aux luttes pour la terre, le logement et les ressources naturelles continuent de s'entraider et d'affiner des revendications communes – notamment à l'aide de plateformes en ligne, privilégiant la participation de jeunes dirigeantes aux dialogues clés et préparant le lancement d'une série de courtes vidéos faisant connaître leur analyse sous le libellé #WomenLeadOnLand.

Des défenseur-e-s des droits humains ont participé à des échanges à Tunis, à Durban et à Nairobi, approfondissant leur analyse du rôle des conflits, de l'emprise des entreprises et du patriarcat en vue d'affaiblir la sécurité et la protection. En tant qu'élément important du développement d'un plaidoyer proactif, des membres ont partagé des stratégies de leurs différentes régions concernant l'autodéfense communautaire, la sécurité numérique et l'autoprotection.

Le plaidoyer défini par les communautés en résistance concernées dans le monde entier a permis de garantir que la version préliminaire du traité du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains comporte une disposition visant à combattre l'emprise des entreprises et tiennent compte des « droits des victimes », des peuples autochtones, des femmes et des zones touchées par des conflits, en plus de favoriser les mobilisations pour obtenir une réglementation et des recours utiles au niveau régional et national.

Dirigeant leur attention sur la mise en œuvre des décisions rendues par les organes de suivi des traités des Nations Unies, des membres ont présenté des propositions importantes lors d'une séance d'information conjointe à l'intention du Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) et du Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Après avoir approuvé de nouvelles méthodes de travail pour le suivi des décisions, les membres ont présenté avec succès la première intervention collective de la société civile concernant la mise en œuvre d'une décision du CESCR portant sur le droit au logement (mars 2018, MBD c. l'Espagne).

La collaboration active des membres avec le Comité des droits de l'homme des Nations Unies pendant trois ans a abouti à l'élaboration de l'Observation générale no 36 sur le droit à la vie (octobre 2018). Les membres ont célébré la reconnaissance de la santé et des droits en matière de reproduction et de sexualité, des droits environnementaux, de la responsabilité des entreprises, des obligations extraterritoriales et de l'obligation qu'ont les États de s'occuper des conditions générales existant au sein de la société qui empêchent l'exercice du droit à une vie digne.

Lors d'une réunion de stratégie tenue à Durban (juillet 2018), les membres du Réseau-DESC ont donné la priorité à la réalisation de campagnes à l'échelle du réseau pour faire face à l'emprise des entreprises sur les organismes gouvernementaux, en prêtant attention aux impacts sur les luttes pour la terre, le logement et les ressources naturelles et au leadership des femmes dans le cadre de ces luttes. Les membres issus de mouvements et les membres alliés se servent du cadre relatif à l'emprise des entreprises pour remettre en cause les grands projets de développement et la dépossession qui en découle en Colombie, au Guatemala, au Sri Lanka, en Sierra Leone, au Libéria et en Afrique du Sud.

Pour en savoir plus

www.escr-net.org

 ESCR Net / Red DESC

 @ESCRNet

Contactez-nous

info@escr-net.org

+1-212-681-1236

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC